

L'approche GRD a besoin d'un coup d'accélérateur au Burundi (Interview)

@rib News, 01/06/2017 – Source Xinhua Le Burundi doit donner un coup d'accélérateur à l'approche GRD (Gestion axée sur les résultats de développement) et miser prioritairement sur le leadership, estime jeudi une experte burundaise en GRD. "Pour le cas du Burundi, le leadership fort et engagé pour réussir l'approche GRD existe bel et bien", a déclaré à Xinhua Valérie Siniremera en marge d'un atelier de la revue à mi-parcours du deuxième cycle des "Initiatives à Résultats Rapides" (IRR) au sein de l'administration burundaise.

D'après Mme Siniremera, le Burundi a marqué des progrès depuis le début de la mise en œuvre de la GRD en 2012. Elle a expliqué que l'IRR, qui est l'aboutissement d'un long processus de planification composé de plusieurs piliers (budgétisation, leadership, capacités à délivrer les biens et services aux citoyens, redevabilité, etc.), est "un outil pour mettre en œuvre de la GRD". Les IRR s'intègrent dans une dynamique générale soutenue depuis 2011 par la Banque Africaine de Développement (BAD) dans le cadre de l'Initiative de l'Afrique pour les Résultats (Africa for Results, ou AfriK4R). Deux entités régionales, à savoir le Marché Commun des Etats d'Afrique Orientale et Australe (COMESA) dont le Burundi fait partie, ainsi que l'Union Économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), participent à cette initiative africaine visant à accélérer l'intégration régionale, à travers la GRD pour améliorer la qualité de la vie des citoyens. Aujourd'hui, 17 pays d'Afrique, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la RD Congo, le Sénégal, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe, ont adhéré à cette initiative. "Au Burundi, bien que la GRD nécessite un profond changement de mentalité et de comportement pour qu'on puisse en tirer toutes les dividendes escomptés, néanmoins que cinq ans après le démarrage du processus ad hoc, je ne dirais pas que c'est un grand succès, mais non plus ce n'est pas un échec", a déclaré Mme Siniremera. A ses yeux, certains ministères burundais, comme celui de la Fonction Publique, celui de la Défense Nationale, celui de l'Environnement, celui de l'Agriculture et celui de la Santé Publique, ont bien utilisé ce concept et engrangé de "grands résultats" en revoyant la hausse le niveau des performances respectives. Avec la politique nationale des réformes administratives, la GRD pourrait être accélérée par l'utilisation des "contrats de performance" à la fonction publique burundaise par les employés et les employeurs, a indiqué l'experte. Par exemple, a-t-elle poursuivi, en ce qui concerne le niveau de performance déjà atteint par la fonction publique burundaise, grâce à l'adoption de l'approche GRD dans le paiement des salaires des enseignants, le temps imparti à la première paye d'un enseignant nouvellement recruté a été "fortement réduit" en passant d'un délai de 12 mois à 3 mois. Au sein de l'espace régional couvert par la COMESA, a-t-elle affirmé, le Kenya peut servir de "meilleur modèle" à imiter en ce qui concerne l'utilisation des outils IRR pour une meilleure atteinte de la GRD. Aujourd'hui, au sein de la fonction publique du Kenya, tous les fonctionnaires travaillent avec une méthodologie axée sur la GRD avec des "résultats visibles en termes de performance", a-t-elle expliqué, ajoutant qu'au sein des entités COMESA et UEMOA, quatre pays sont très avancés sur leur feuille de route en ce qui concerne la mise en œuvre de l'approche GRD, à savoir le Kenya, le Burundi, le Sénégal et Madagascar.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});